

Maquette des échanges dans le cadre de la réflexion éthique des questions de fin de vie en Guyane

Débats-citoyens dans le cadre de la convention citoyenne

Ce document s'appuie à retranscrire l'ensemble des différents échanges et communication ayant été réalisés sur le thème de la fin de vie en Guyane



La première partie sera orientée sur les débats s'étant déroulés à Grand Santi, commune de l'ouest guyanais frontalier avec le Surinam, dans le cadre de l'Assemblée générale du Grand Conseil Coutumier de Guyane. Ces débats ont pu se faire grâce à l'accueil du représentant préfectoral des Chefs coutumiers de Guyane, Mr APOUYOU Bruno que nous remercions pour nous avoir donné la possibilité de réaliser ces échanges.

Les débats ont été traduits en langue businenge et/ou sranan tongo, les langues couramment utilisées dans l'ouest guyanais.

Le Grand Conseil Coutumier

L'ensemble des capitaines représentant les communautés businenges, djuka et amérindiennes se sont présentés et ont exprimé leur intérêt à cette assemblée générale.

Notons la présence, en tant qu'invitée et grand témoin, de Mme Christiane TAUBIRA, ancienne garde des sceaux.

Notons également la présence de l'ARS Guyane.

Avant de présenter les échanges s'étant déroulés lors de cette assemblée générale, il est utile de rappeler que les capitaines en présence ont indiqué que les problématiques rencontrées sont identiques des deux côtés de la frontière (côté français et côté surinamais) et qu'il est important de parler de « bassins de vie ».

De même, un bref rappel de l'historique du Grand Conseil Coutumier (GCC) permettra de mieux contextualiser le cadre de ces échanges. Le GCC fait partie du code des collectivités territoriales. Il permet une représentation des populations businenges et amérindiennes. Le GCC participe à de nombreux travaux tels que ceux démarrés sur la santé mentale, la montagne d'Or, le programme STRAMELO et l'évolution statutaire pour n'en citer que quelques-uns.

Les interventions concernant les questions de la fin de vie ont débuté avec la présentation de ce sujet par trois membres de notre délégation.

Mr Yves BAGHOOA

(Je laisse le soin aux orateurs de compléter leur propre partie. Cependant, il me semble intéressant de noter que Mr BAGHOOA s'est adressé au GCC en sranan tongo)

Mr Jean-Philippe VAUTHIER

(Idem. Mettre en avant le cadre juridique)

Dr François COISNE

(Insister sur les aspects de l'euthanasie qui ont été présentés, la question des maladies longues, le fait qu'aucune demande d'euthanasie n'a été faite en Guyane l'année dernière, l'intérêt de parler de la mort, la place du médiateur culturel...)

Expression de l'auditoire

Concernant les décisions de fin de vie et de souhait d'abrégé les souffrances, il ressort d'une part que ce choix-là ne peut pas être pris par un capitaine (chef coutumier). Cependant, la question la plus prégnante lors de ces débats est celle concernant la question du **rapatriement du corps** du défunt à la famille. Ce sujet concerne plus spécifiquement les compétences de l'ARS dans la gestion des liens entre les hôpitaux et les communes isolées de Guyane.

D'autre part, certains capitaines se demandent pourquoi les autorités en sont arrivées à dire qu'il faut mettre fin à la vie de quelqu'un ?

En outre, la question des **pratiques culturelles** et/ou traditionnelles a également été abordée, notamment sur la connaissance des uns et des autres sur les modalités d'accompagnement des personnes en fin de vie dans les communautés. Cela étant une question soulevant une part importante de subjectivité et d'affects.

D'autres capitaines, notamment représentant le Haut Maroni et la communauté Wayana, ont évoqué leur réalité qui consiste à respecter autant la tradition que la modernité.

Cependant, il ressort tout de même que concernant les questions relatives à la fin de vie, les pratiques traditionnelles sont d'abord plébiscitées. En ce sens, les communautés souhaitent que la personne puisse rentrer de l'hôpital dans sa communauté pour y terminer sa fin de vie et pouvoir être enterrée près de ses proches.

En conclusion et en accord avec l'ensemble du GCC, les capitaines expriment que les questions relatives à la fin de vie sont des « *sujets qui arrivent sur le tas* », autrement dit, les **communautés ne sont pas habituées** à cette réflexion. Ils précisent qu'à aucun moment le malade n'est laissé à l'abandon. De plus une connotation religieuse et/ou spirituelle a toute sa place dans les communautés : « *le Tout-Puissant reprend la personne* ». Pour autant, une émergence d'ambivalence apparaît car les capitaines sont aussi d'accord pour dire que : « *les choix concernant la fin de vie sont de la responsabilité individuelle et non de la responsabilité communautaire* ».

Certains capitaines expriment, suite à l'exposé de Dr COISNE présentant les résultats d'une enquête nationale exposant que seulement 10% des médecins et 7% des infirmières seraient prêtes à effectuer une injection létale, que l'euthanasie n'est pas la volonté de la majorité.

L'euthanasie, pour la communauté businenge est difficile à accepter.

Enfin pour le Gran Man, représentant de la communauté amérindienne, concernant les questions de fin de vie, le malade doit décider personnellement, il doit également dire quelque chose à la famille : l'intérêt est d'écouter les dernières paroles qu'il a caché dans la vie. C'est une question de transmission, importante dans la tradition amérindienne.

Il ressort de cette assemblée générale qu'il est complexe de combiner modernité et tradition. Pour cela, et selon des discussions internes à la délégation, nous pensons qu'il est nécessaire de disposer de temps pédagogique afin d'avancer sur les grandes questions éthiques en santé actuelles.